

Durange, Cynthia j. *Vers l'établissement d'un réseau de communication bibliographique au Canada*, Ottawa, Bibliothèque nationale du Canada 1982, 8 p. (Documents sur les réseaux canadiens, 2)

Maurice Auger

Volume 29, numéro 2, avril-juin 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1053633ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1053633ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Auger, M. (1983). Compte rendu de [Durange, Cynthia j. *Vers l'établissement d'un réseau de communication bibliographique au Canada*, Ottawa, Bibliothèque nationale du Canada 1982, 8 p. (Documents sur les réseaux canadiens, 2)]. *Documentation et bibliothèques*, 29(2), 77-78. <https://doi.org/10.7202/1053633ar>

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), 1983

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

comptes-rendus

Durange, Cynthia j. *Vers l'établissement d'un réseau de communication bibliographique au Canada*. Ottawa, Bibliothèque nationale du Canada 1982, 8p. (Documents sur les réseaux canadiens, 2).

Dans le monde de la documentation, la notion de partage des ressources et d'échange d'information n'est pas nouvelle. Depuis plusieurs décennies ce besoin de «l'autre» a donné lieu d'abord à des regroupements naturels basés sur les affinités et la proximité, puis, au rythme du développement des télécommunications, à des réseaux formels de plus en plus larges.

Comment ce besoin de partager et de communiquer s'est actualisé depuis l'arrivée de l'ordinateur, comment l'avènement de la télématique a favorisé l'émergence de réseaux locaux ou régionaux, comment la notion de réseau ouvert permet enfin d'entrevoir la concrétisation du vieux rêve d'un réseau décentralisé à l'échelle nationale, c'est ce que Cynthia Durance nous décrit dans une petite brochure de huit pages, deuxième numéro d'une collection intitulée *Documents sur les réseaux canadiens*.

L'auteur commence par nous présenter un très bref historique de l'évolution des systèmes de bibliothèques au Canada au cours des vingt dernières années. Cette toile de fond esquissée à grands traits permet de mieux comprendre la situation actuelle et de mesurer le chemin parcouru. Sont mis en relief notamment les premiers efforts d'automatisation des bibliothèques (MARC, CAN/MARC, CAN/OLE, CODOC, DOBIS, UTLAS), l'apparition des premiers consortiums de bibliothèques (UNICAT/TELECAT, BCUC) ainsi que les travaux d'organismes internationaux (IFLA, ISO, UNESCO) qui ont influencé l'automatisation des bibliothèques canadiennes.

La deuxième partie du document décrit le rôle joué par la Bibliothèque nationale dans l'élaboration d'un réseau bibliographique canadien. Comme il fallait s'y attendre, la popularité des réseaux locaux et régionaux a vite donné naissance au rêve d'un réseau «coast to coast». Or, une telle perspective n'est possible qu'au prix d'une très grande standardisation. C'est pourquoi la Bibliothèque nationale met sur pied, au cours des années 1970, de nombreux comités et groupes de travail dans le but d'assurer la normalisation

en matière de catalogage et d'indexation, et d'établir des protocoles de communication. A cette époque, les réseaux sont fortement centralisés. Le réseau pan-canadien le sera aussi, les techniques du moment imposant «un catalogue collectif central auquel tous les autres systèmes devraient être raccordés»(p.4). Cette perspective, on le conçoit, suscite de vives oppositions. C'est le dilemme. Heureusement, les développements techniques de la fin de la décennie permettent soudain d'entrevoir autre chose. L'ISO propose son modèle d'interconnexion des réseaux ouverts. Au même moment, la Bibliothèque nationale réévalue son rôle, ses objectifs ainsi que les programmes en place. Le rapport intitulé *L'avenir de la Bibliothèque nationale* met de l'avant une «conception progressiste d'un programme d'élaboration d'un réseau bibliographique décentralisé» (p. 4), laquelle obtient l'adhésion des bibliothécaires canadiens.

Dans la troisième partie, Durance passe en revue les caractéristiques des réseaux fermés et des réseaux ouverts. Les réseaux bibliographiques les plus connus (DOBIS, UTLAS, OCLC, WLN) sont du type «fermé», c'est-à-dire qu'ils «impliquent une relation de maître à serviteur entre un ordinateur hôte et un terminal, des bases de données centralisées, l'utilisation de matériel compatible, ainsi que des commandes et des protocoles particuliers à chaque réseau ou système» (p.4). Le réseau ouvert, au contraire, relie entre eux plusieurs ordinateurs et permet l'accès à de nombreuses bases de données différentes. L'homogénéité n'est plus de rigueur et les contraintes reliées à la compatibilité des équipements sont en grande partie éliminées. En simplifiant, on peut dire que les bases de données de A deviennent accessibles à B et vice-versa, sans que ni A ni B n'aient à modifier leurs équipements. C'est dans cette direction de décentralisation et d'accessibilité accrue que vont actuellement les expériences. Le projet iNET (Intelligent Network Transmission), en cours depuis 1982, est un essai pratique de ce type de réseau où plusieurs systèmes différents sont interreliés grâce à un interface intelligent qui joue en quelque sorte le rôle d'interprète polyglotte.

Tous les espoirs étant maintenant permis quant à l'implantation d'un réseau canadien de bibliothèques décentralisé, la Bibliothèque nationale a pris un certain nombre de mesures concrètes

propres à favoriser cette implantation. Dès 1980 était créé le *Groupe de travail sur les protocoles de communication / ordinateurs*, chargé de définir les procédures normalisées de communication dont l'application est particulière à l'échange de données bibliographiques. Parallèlement, depuis 1981 deux comités examinent de près les aspects moins techniques d'un réseau ouvert, c'est-à-dire les problèmes de tous ordres (politique, financier ou autre) posés par une telle entreprise, ainsi que les «moyens les plus rentables d'assurer la plus grande utilisation possible des services et des collections des bibliothèques canadiennes». (p.5).

Une troisième mesure concerne la participation directe de la Bibliothèque nationale au projet des essais iNET mis sur pied par le Groupe des communications informatiques (GCI) du Réseau téléphonique transcanadien. La Bibliothèque nationale coordonne l'ensemble des activités de «communication bibliographique visant à déterminer l'utilité des nouveaux services de télématique élaborés pour l'échange de données bibliographiques»(p.6). Il a souvent été fait mention du projet iNET dans les journaux. On en trouvera, dans le document de Durance, une description à la fois très concise et très complète.

À mon avis, pour quiconque recherche une synthèse des développements récents et des orientations actuelles en matière de réseaux de communication bibliographique, la brochure de Cynthia Durance est l'ouvrage tout désigné. Certains lui reprocheront, à tort ou à raison, de s'attarder un peu trop longuement sur les réalisations de la Bibliothèque nationale. L'ouvrage n'en demeure pas moins un exposé concis, clair et de lecture aisée d'une réalité fort complexe et en constante évolution.

Maurice Auger

Bibliothèque

Université du Québec à Trois-Rivières

Lajeunesse, Marcel. Les sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIX siècle. Montréal, Fides, 1982, 278 (2) p.

La thèse de Marcel Lajeunesse, que Fides publiait au printemps 1982, est le résultat de plusieurs années de recherche à travers l'abondante documentation sur les sulpiciens du Québec et surtout, à travers des fonds d'archives riches mais difficilement accessibles. L'auteur a analysé l'activité culturelle des messieurs de Montréal au cours d'un siècle marqué d'une

grande effervescence de la vie intellectuelle québécoise.

Jusqu'à maintenant la majeure partie des travaux sur le sujet était axée sur la grande querelle entre Mgr Bourget et l'Institut canadien. Bien entendu, le rôle culturel des sulpiciens demeure bien inscrit dans la dualité manichéenne du libéralisme et de l'ultramontanisme qui a tant marqué le XIXe siècle. En abordant la question sous un angle essentiellement culturel, l'auteur apporte au problème un éclairage nouveau.

Les sulpiciens, riches de leur passé seigneurial et paroissial, constituaient à Montréal une force que ne pouvaient ignorer ni Mgr Bourget, ni la bourgeoisie francophone et catholique soucieuse de progrès intellectuel. Les «messieurs» ont donc su imprimer aux activités culturelles montréalaises un esprit européen et traditionaliste, modelé par la réaction catholique, et une conscience de l'importance de la lecture publique comme encadrement idéologique.

L'ouvrage offre un plan conventionnel, clair et logique si on garde à l'esprit l'évolution des réalisations sulpiciennes au cours du siècle. On y retrouve d'abord l'Oeuvre des bons livres et son prolongement et complément - selon le mot de P.-J.-O. Chauveau - le Cabinet de lecture et ses conférences. Puis avec la publication de *l'Echo du Cabinet de lecture paroissial*, l'oeuvre littéraire sulpicienne déborde Montréal et s'étend à la francophonie canadienne et américaine. De l'élaboration de ce réseau culturel, l'auteur dégage les thèmes abordés et les groupes sociaux concernés et mobilisés par cette activité littéraire et scientifique. Enfin, en 1885, les sulpiciens fondent le Cercle Ville-Marie pour guider la jeune génération et la prémunir contre «les brillantes et si mauvaises théories du siècle». La question de la création de la Bibliothèque publique de Montréal et de sa réponse cléricale, la Bibliothèque Saint-Sulpice- ancêtre de notre Bibliothèque nationale-, fait l'objet du dernier chapitre.

L'impulsion culturelle donnée à la communauté montréalaise par les sulpiciens suit en filigrane la montée du prestige et du pouvoir cléricale dans la société québécoise et s'articule sur la réaction religieuse face au libéralisme militant. Le livre de Marcel Lajeunesse nous révèle le conflit entre l'Institut canadien et l'Eglise de Montréal comme l'expression de deux visions opposées de la culture: une vision libérale et bourgeoise d'une culture démocratique, génératrice de progrès et de liberté, et une vision cléricale d'une culture d'encadrement, sauvegarde du peuple contre les «idées» du siècle.

L'ouvrage apporte donc aux historiens, chercheurs, professeurs ou étudiants une étude approfondie et honnête de cet aspect de la vie culturelle montréalaise mais il apporte aussi aux bibliothécaires une connaissance et une com-